



Rapport d'Orientation Budgétaire 2021

Séance du conseil municipal du 13/03/2021





Sommaire

Sommaire	2
Préambule	3
Le contexte économique	4
Les perspectives mondiales et européennes	4
Au niveau national	4
Le Projet de Loi de Finances 2021	6
Analyse rétrospective de 2015 à 2020	8
Les recettes de fonctionnement entre 2015 et 2020	8
Les dépenses de fonctionnement de 2015 à 2020	9
Comparatif avec 3 communes “similaires”	11
Coût des activités	12
Résultat 2020	13
Les principaux investissements en 2020	13
Vue d’ensemble de l’encours de la dette	15
Epargne de gestion et épargne brute	15
Endettement pluri-annuel à 10 ans	16
Perspectives d’orientations budgétaire	17
Sur le fonctionnement - mandat	17
Perspectives de fonctionnement pour 2021	18
Rappel des grands investissements prévus pour le mandat	20
Stratégie face à l’emprunt	21
Les recettes d’investissement pour 2021	22
Les dépenses d’investissement spécifiques “Waziers de demain - phase A”	23
Les dépenses d’investissement pour 2021	24
Annexe 1 - Extrait du bilan social 2019	28



Préambule

Le Débat d'Orientation Budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants.

Dans les 2 mois précédant le vote du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur:

- les évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses et l'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre commune et EPCI dont elle est membre;
- la programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget.





Le contexte économique

Les perspectives mondiales et européennes

La situation mondiale, marquée par la pandémie du Covid-19 est totalement inédite et entraîne une dépression économique jamais vue depuis la seconde guerre mondiale.

Depuis 1 an, l'économie mondiale évolue au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.

De son côté, contrairement à 2008, la Banque Centrale Européenne a réagi rapidement et a créé le programme d'aide à la pandémie doté d'une capacité de 750 milliards € puis portée à 1.350 milliards € début juin. Au-delà, elle a maintenu sa politique monétaire très accommodante, ce qui s'est traduit par des taux d'intérêt très bas, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public.

Au niveau national

Résiliente en 2019 (1,5%), l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 au premier semestre 2020. Reculant de 5,9% au 1er trimestre, le PIB a chuté de 13,7% au 2ème trimestre suite au confinement national instauré au printemps dernier. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

Des mesures d'urgence afin de soutenir les entreprises (chômage partiel, prêts garantis par l'Etat, ...) et limiter la hausse du chômage ont été prises mais malgré cela le taux de chômage devrait culminer au dessus de 11% d'ici mi-2021.

Au-delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a lancé en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 milliards € (soit 4,3% du PIB) financé à hauteur de 40 milliards € par l'Europe. Ce plan «France Relance» comporte 3 axes:

- Compétitivité et innovation (34 Mds €),
- Transition écologie et environnementale (30 Mds €)
- Cohésion sociale et territoriale (36 Mds €)

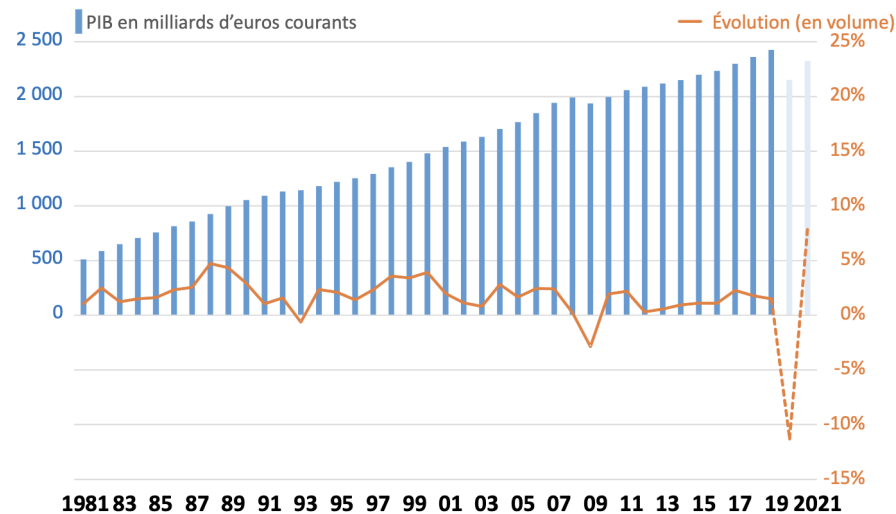
Il fait partie d'une stratégie financière de l'Etat qui vise notamment à associer les collectivités à la démarche de relance ainsi qu'à une nécessaire maîtrise des dépenses publiques.



Au niveau des ménages, après avoir ralenti en raison du premier confinement, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a rebondi sur le 2ème semestre, les conditions de financement demeurant toujours favorables.

Au niveau des finances publiques, sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives, le déficit public devrait atteindre 11,3% du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8% du PIB. Pour 2021, le gouvernement prévoyait, dans le PLF 2021 une baisse du déficit public à 6,7% du PIB et une dette publique à 116,2% du PIB. Compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les **taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas** pendant encore un certain temps.

Évolution de la croissance française



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014)
puis prévisions du rapport n° 3531 de l'Assemblée Nationale associé au PLFR 4 2020



Le Projet de Loi de Finances 2021

Le Projet de Loi de Finances 2021 (PLF 2021) a définitivement été adopté le 17/12/2020 puis promulgué le 29/12/2020 suite à son examen par le Conseil Constitutionnel. Elle se base sur diverses hypothèses de croissance pour établir ses principaux postes budgétaires. Pour 2021, le gouvernement a construit le projet de loi de finances à partir d'une prévision de croissance de 8% et d'une évolution des prix hors tabac de 0.6%.

Les principaux éléments de cadrage en lien avec l'échelon communal sont les suivants:

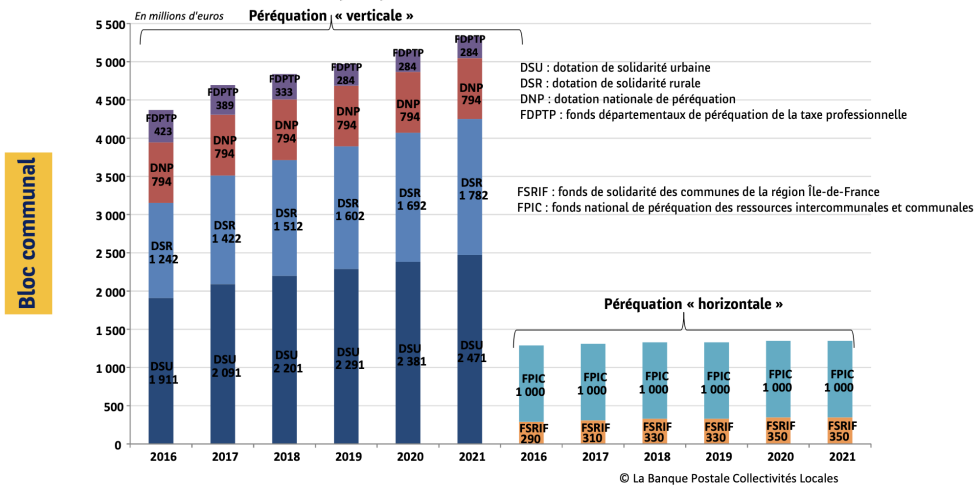
- stabilité des concours financiers de l'Etat, à hauteur de 50.3 milliards d'euros (+1.2Mds) dont 18.3 Mds pour le bloc communal. Les Dotations de Solidarité Urbaine et Rurales (DSU et DSR) augmenteront chacune de 90 millions d'euros: la péréquation verticale continue donc sa montée en charge (voir illustration page suivante).
- le FCTVA, dont l'automatisation va entrer progressivement en vigueur¹, progressera de 0.55 Mds d'euros et les crédits de paiement sur les dotations d'investissement augmenteront de 150 millions d'euros.
- 1 milliard d'euros de crédit sera dédié à la rénovation thermique des bâtiments communaux et départementaux
- la dotation Politique de la ville s'établira à 150 millions d'euros, la DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) à 1.046 Mds d'euros et la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) à 570 millions d'euros

¹ L'éligibilité de la dépense au FCTVA ne sera plus en fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable. Un décret précisera l'assiette des dépenses entrant dans le champ de l'automatisation. La mise en place se fera progressivement sur 3 ans pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1er janvier 2021 pour les collectivités percevant le FCTVA l'année même de la dépense, en 2022 ou en 2023 respectivement pour les perceptions en N+1 et N+2.



Art. 252 : Poursuite de la montée en charge de la péréquation « verticale » (DSU/DSR)

La péréquation au sein du bloc communal



Au niveau de la fiscalité:

- Réforme de la suppression de la taxe d'habitation, supprimée pour 80% des résidences principales; élargissement de la suppression de la TH aux 20% des résidences principales restantes avec une exonération partielle de 30% en 2021 puis 65% en 2022 et suppression en 2023; application du coefficient correcteur² avec les départements
- La revalorisation forfaitaire des bases fiscales 2021 sera de 0.2% (contre 1 à 2.5% par an ces dernières années)

D'autres éléments de la PLF 2021 pourront avoir des répercussions sur le contexte local comme:

- Baisse des impôts de production de 10 milliards €
 - la baisse du taux de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
 - la baisse du plafonnement de contribution économique territoriale (CET)
 - la révision des valeurs locatives des établissements industriels.
- Simplification de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)

² Le calcul du coefficient correcteur permet de faire évoluer à la hausse ou à la baisse le complément ou le prélèvement sur le dynamisme des bases d'imposition et éviter un sur-financement ou un sur-écêtement, entre le produit de TH communal supprimé et le produit de TFB départemental récupéré.



Analyse rétrospective de 2015 à 2020

Afin d'éclairer le débat sur les orientations budgétaires 2021, il convient de porter un regard sur l'évolution de la structure budgétaire de la collectivité au travers d'une rétrospective de l'exécution des derniers exercices budgétaires.

Les recettes de fonctionnement entre 2015 et 2020

Recettes de fonctionnement de 2015 à 2020								
art.	Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	ÉVOLUTION 2020 / 2019
			REALISÉ	REALISÉ	REALISÉ	REALISÉ	REALISÉ	
013	Atténuation de charges	182 660,64 €	215 505,85 €	224 639,87 €	311 461,55 €	161 876,52 €	92 508,00 €	-42,85%
70	Produits des services	263 231,17 €	233 491,31 €	220 192,50 €	226 666,72 €	231 561,84 €	146 114,51 €	-36,90%
73	Impôts et taxes	4 890 956,09 €	5 150 820,41 €	5 244 034,62 €	5 407 946,31 €	5 433 155,45 €	5 711 648,59 €	5,13%
74	Dotations et participations	5 026 434,10 €	4 950 982,15 €	4 825 796,23 €	4 867 245,83 €	4 784 826,78 €	4 845 597,38 €	1,27%
75	Aut. prod. gestion cour.	67 699,91 €	64 456,47 €	63 290,55 €	60 827,16 €	62 131,16 €	63 740,66 €	2,59%
76	Produits financiers	11,20 €	3,20 €	1,60 €	- €	- €	16,00 €	
77	Produits exceptionnels	18 245,23 €	26 538,08 €	41 504,33 €	46 825,60 €	24 569,50 €	53 837,53 €	119,12%
78	Reprises sur amor. et prov.	- €	53 531,17 €	- €	- €	- €	- €	
042	Opér. d'ordre entre Section	143 951,23 €	50 072,11 €	- €	- €	14 502,69 €	- €	
002	Exc. Antérieur reporté	201 462,80 €	381 492,40 €	476 878,84 €	85 641,20 €	211 160,15 €	278 195,10 €	31,75%
	TOTAL	10 794 652,37 €	11 126 893,15 €	11 096 338,54 €	11 006 614,37 €	10 923 784,09 €	11 191 657,77 €	2,45%

Des recettes de fonctionnement en hausse de 268 000 euros entre 2019 et 2020 qui s'expliquent par:

- une baisse du chapitre 013 - Atténuation de Charges sur la lancée de l'année précédente³ de 43%
- une baisse du chapitre 70 - Produits des services de 37% essentiellement lié à la crise sanitaire (entrées de piscine, régies festivités, etc)

³ En 2018, la ville a changé de prestataire pour les remboursements des indemnités journalières et a perçu tous les soldes du contrat précédent, ce qui a gonflé cette ressource et, en 2019, la ville a enlevé du contrat les arrêts maladie de courte durée, ce qui diminue le montant des remboursements. En théorie, un gain se trouve dans les assurances.



- une hausse du chapitre 73 - Impôts et taxes de 5% qui s'explique par une hausse des contributions directes des impôts payés par les habitants du fait de la hausse des bases locatives (+55k€) et la perception de 174k€ de Taxe Additionnelle sur les Droits de Mutations (TADE), reliquat de la ZAC du Bas Terroir
- une hausse du chapitre 74 - Dotations et participations de 1.3%, essentiellement sur la DSU (+75k€), ainsi que sur l'article 74718 pour les subventions de l'Etat sur les masques et sur les projets menées pour l'intérêt général (fresque à Marie Curie, jouons ensemble et stages sportifs et ateliers culturels)
- une hausse du chapitre 77 - Produits exceptionnels (remboursement de sinistres, réception du capital décès d'un agent)

Les dépenses de fonctionnement de 2015 à 2020

<i>Dépenses de fonctionnement de 2015 à 2020</i>								
art.	Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	ÉVOLUTION 2020 / 2019
		RÉALISÉ	RÉALISÉ	RÉALISÉ	RÉALISÉ	RÉALISÉ	RÉALISÉ	
60	Achats	994 079,00 €	1 117 171,65 €	1 055 684,53 €	1 017 144,14 €	1 140 486,05 €	1 182 437,06 €	3,68%
61	Services Extérieurs	1 298 452,19 €	1 294 937,27 €	1 305 240,76 €	1 250 281,62 €	1 088 776,48 €	1 062 558,79 €	-2,41%
62	Autres Services Extérieurs	384 147,82 €	352 597,68 €	362 360,97 €	365 246,63 €	411 986,73 €	250 652,52 €	-39,16%
63	Impôts et taxes	23 600,37 €	23 103,73 €	14 600,34 €	45 056,05 €	33 612,69 €	30 214,59 €	-10,11%
64	Frais de personnel	5 421 067,15 €	5 478 428,38 €	5 643 381,77 €	5 541 239,10 €	5 357 108,39 €	5 510 073,37 €	2,86%
65	Autres charges	1 121 638,09 €	1 203 796,74 €	1 134 633,06 €	1 185 902,82 €	1 180 977,33 €	1 167 955,26 €	-1,10%
66	Charges financières	394 943,79 €	386 756,42 €	357 263,80 €	329 797,21 €	316 969,63 €	293 661,55 €	-7,35%
67	Charges exceptionnelles	35 149,04 €	34 385,97 €	33 987,77 €	32 295,80 €	26 322,24 €	62 081,32 €	135,85%
042	Opération d'ordre entre section	162 567,12 €	199 539,91 €	189 380,05 €	185 662,49 €	153 232,42 €	182 842,56 €	19,32%
022	Dépenses imprévues	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
023	Virt à la section d'Invest	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
	TOTAL	9 835 644,57 €	10 090 717,75 €	10 096 533,05 €	9 952 625,86 €	9 709 471,96 €	9 742 477,02 €	0,34%

Des dépenses de fonctionnement stables avec une augmentation de 0.34% qui s'expliquent par:

- une hausse de 3.7% du chapitre 60 - Achats
 - forte hausse de l'article 6042 qui correspond à la location du gîte en remplacement de l'Hôtel de la Source Bleue à l'hiver 2020

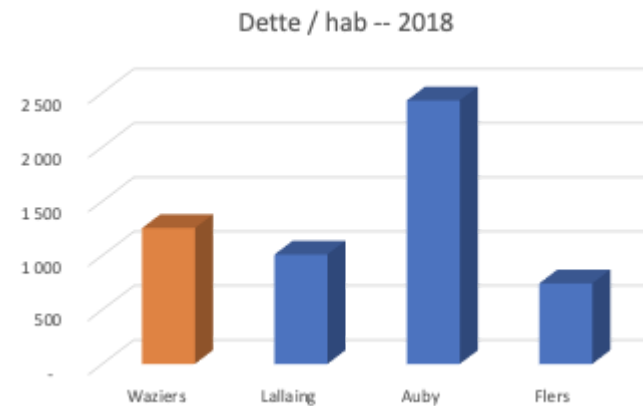
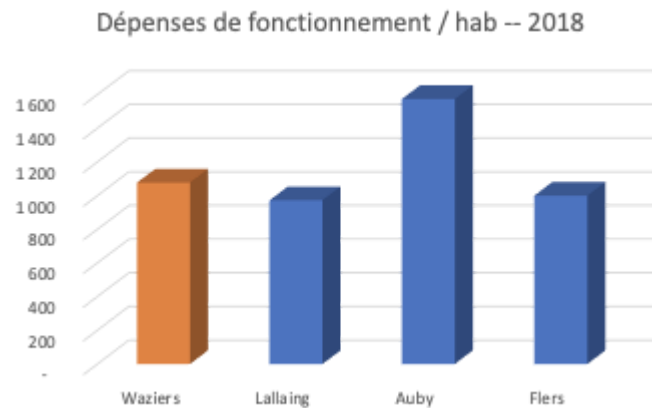


- une baisse des articles 60611, 60612, 60622, 60623 directement liées à la crise sanitaire (combustibles, énergie, alimentation, etc)
- une hausse de quelques articles liés à la crise sanitaire comme l'achat de masques au 6068 (compensé partiellement par une recette de l'Etat)
- une baisse de 2.41% du chapitre 61 - Services extérieurs
 - hausse de l'article 61521- Entretien de terrains de 40%, les passages programmés en 2020 ayant généré plus d'activité
 - un retour à la normale de l'article 615221 - Entretien de bâtiments publics car l'année précédente, 2019, avait été impactée par la tempête
- une forte baisse de 39.2% du chapitre 62 - Autres services extérieurs liés à la crise sanitaire, notamment pour l'article 6232 des Fêtes et Cérémonies pour 74k€, l'article 6247 des transports collectifs pour 55k€ et l'article 6288 des autres services. A l'inverse, passage de 5k€ à 40k€ des frais de gardiennage (Services techniques pendant le 1er confinement)
- des frais de personnels (chapitre 64 ou 012) en hausse de 2.86% qui s'expliquent par:
 - l'arrivée d'un collaborateur de cabinet, en lieu et place de la personne (qui faisait office de) lors du mandat précédent, mise depuis à la disposition des services techniques;
 - la mise en place d'une prime COVID suite au premier confinement, en 2 vagues;
 - la mise à disposition de personnel supplémentaire dans les écoles pour faire face à la pandémie (1 personne par école pour le nettoyage, pour l'encadrement de la restauration scolaire, etc), partiellement compensé par la moindre nécessité d'entretenir les bâtiments municipaux moins utilisés
- une baisse du chapitre 66 charges financières de 7% (intérêts de la dette)
- des charges exceptionnelles au chapitre 67 qui doublent: cela correspond à la mise en place de la bourse au mérite des bacheliers et au remboursement du capital décès (compensé par la recette au chapitre 77)

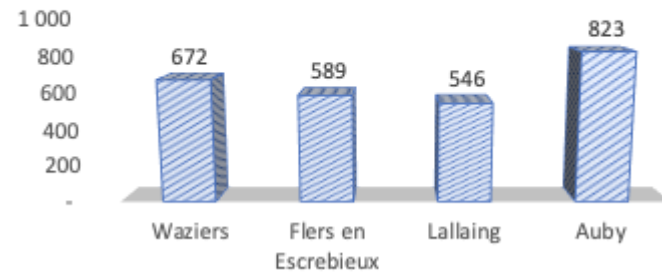


Comparatif avec 3 communes “similaires”

Les communes de Lallaing, Flers en Escrebieux et Auby présentent un intérêt à être comparées à la ville de Waziers (en termes de population, d'indice général, de revenu/taux de chômage). Voici quelques graphiques montrant les différences de montant entre les 4 communes.



CHARGES DE PERSONNEL / HABITANT



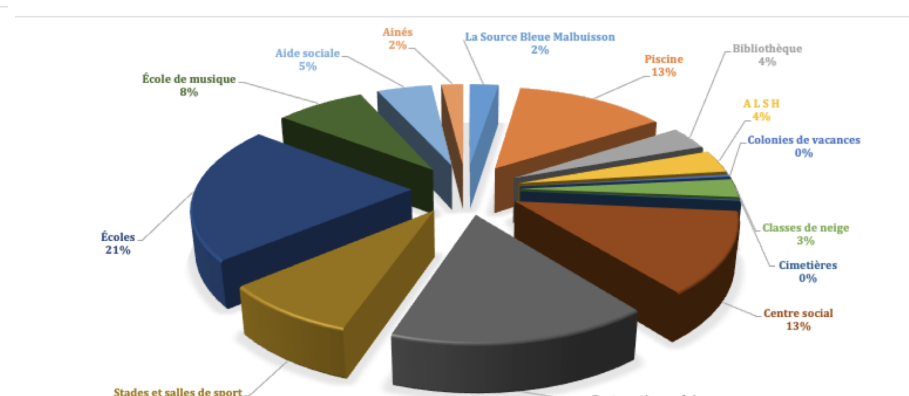
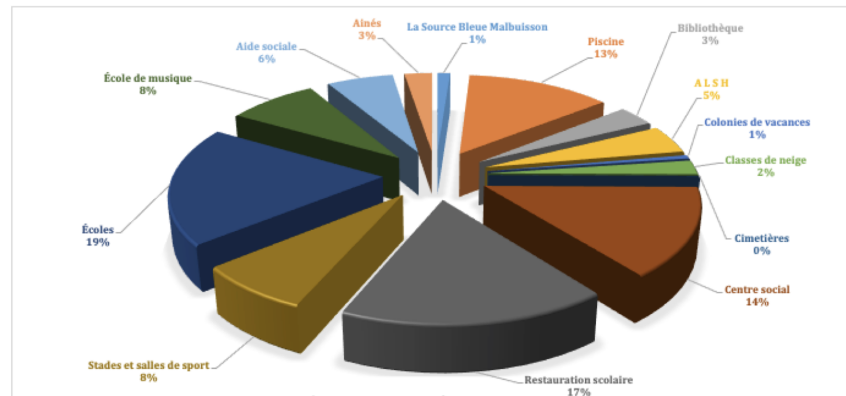
Ces informations sont données à titre purement indicatif et visent simplement à montrer que la situation de chaque ville est liée à son histoire, son patrimoine, son potentiel fiscal, etc.



Coût des activités

Coût des différentes activités 2019				
ACTIVITÉ	DÉPENSES	RECETTES	COÛT REEL	PART
La Source Bleue Malbuisson	56 621,42 €	8 776,19 €	47 845,23 €	1%
Piscine	575 887,66 €	38 503,22 €	537 384,44 €	13%
Bibliothèque	166 780,06 €	28 199,26 €	138 580,80 €	3%
A L S H	243 519,01 €	55 806,14 €	187 712,87 €	5%
Colonies de vacances	95 342,18 €	71 066,76 €	24 275,42 €	1%
Classes de neige	113 817,72 €	19 106,75 €	94 710,97 €	2%
Cimetières	23 257,84 €	22 453,50 €	804,34 €	0%
Centre social	669 316,87 €	86 038,57 €	583 278,30 €	14%
Restauration scolaire	774 888,60 €	73 646,36 €	701 242,24 €	17%
Stades et salles de sport	313 253,09 €	3 981,35 €	309 271,74 €	8%
Écoles	909 763,95 €	120 639,35 €	789 124,60 €	19%
École de musique	338 496,89 €	5 375,02 €	333 121,87 €	8%
Aide sociale	486 661,95 €	240 000,00 €	246 661,95 €	6%
Ainés	105 320,27 €	1 917,00 €	103 403,27 €	3%
Total	4 872 927,51 €	775 509,47 €	4 097 418,04 €	100%

Coût des différentes activités 2020				
ACTIVITÉ	DÉPENSES	RECETTES	COÛT REEL	PART
La Source Bleue Malbuisson	109 770,96 €	- €	109 770,96 €	3%
Piscine	661 627,43 €	88 095,70 €	573 531,73 €	13%
Bibliothèque	163 519,89 €	6 980,14 €	156 539,75 €	4%
A L S H	190 538,45 €	36 227,33 €	154 311,12 €	4%
Colonies de vacances	200,00 €	16 270,48 €	-16 070,48 €	0%
Classes de neige	142 924,15 €	18 994,40 €	123 929,75 €	3%
Cimetières	14 532,20 €	22 915,00 €	-8 382,80 €	0%
Centre social	609 520,98 €	60 178,27 €	549 342,71 €	13%
Restauration scolaire	764 076,82 €	71 870,35 €	692 206,47 €	16%
Stades et salles de sport	377 697,67 €	6 029,56 €	371 668,11 €	9%
Écoles	1 028 245,20 €	102 322,67 €	925 922,53 €	22%
École de musique	349 118,92 €	9 807,99 €	339 310,93 €	8%
Aide sociale	448 695,40 €	240 125,20 €	208 570,20 €	5%
Ainés	83 177,18 €	180,00 €	82 997,18 €	2%
Total	4 943 645,25 €	679 997,09 €	4 263 648,16 €	100%



Ces tableaux intègrent à la fois des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

A noter:

- pour la piscine: investissement dans un déchloramineur et les aquabikes, régularisation sur des factures de combustibles des années 2018 et 2019. En recette, nous avons fléchi les 40k€ de dotation de Douaisis Agglo
- les dépenses de Source Bleue sont essentiellement constituées des travaux de la cuisine



Résultat 2020

RESULTATS DE L'EXERCICE 2020					
PROVISOIRE					
	2020	Antérieur	Résul. Global	EVOLUTION 2020/2019	
Section de Fonctionnement					
	Recettes réelles de fonctionnement		10 913 462,67 €		
	Recettes d'ordre de fonctionnement		0,00 €		
002	Excédent antérieur reporté	278 195,10 €			
	Total Recettes		11 191 657,77 €		
	Dépenses réelles de fonctionnement		9 559 634,46 €		
	Dépenses d'ordre de fonctionnement		182 842,56 €		
002	Déficit antérieur reporté	0,00 €			
	Total Dépenses		9 742 477,02 €		
	Résultat de fonctionnement (Déficit/Excédent)	1 170 985,65 €	278 195,10 €	1 449 180,75 €	234 868,62 € par rapport à 2019
Section d'Investissement					
	Recette réelles d'investissement		1 126 837,30 €		
	Recette d'ordre d'investissement		182 842,56 €		
1068	Affectation résultat				
001	Excédent antérieur reporté	0,00 €			
	Total des recettes		1 309 679,86 €		
	Dépenses réelles d'investissement		1 207 439,74 €		
	Dépenses d'ordre d'investissement		0,00 €		
001	Déficit antérieur reporté	740 811,93 €			
	Total des dépenses		1 948 251,67 €		
	Résultat d'investissement (Déficit/Excédent)	102 240,12 €	-740 811,93 €	-638 571,81 €	102 320,12 € par rapport à 2019
	fonds de Roulement au 1er janvier 2021	1 273 225,77 €	-462 616,83 €	810 608,94 €	337 108,74 € par rapport à 2019
Affectation du résultat de fonctionnement 2020 pour l'exercice 2021					
A	Résultat fonctionnement de l'exercice 2020	1 170 985,65 €			
B	Résultat fonctionnement antérieur reporté		278 195,10 €		
C (A+B)	Résultat à affecter			1 449 180,75 €	
D	Solde d'exécution d'investissement			-638 571,81 €	
F(D+C.R)	Affectation 1 - réserves R 1068 en investissement			-944 631,15 €	-8 514,12 € par rapport à 2019
C-F	2021 2 - report en fonctionnement			504 549,60 €	226 354,50 € par rapport à 2019
Restes à réaliser d'Investissements					
	Dépenses	306 059,34 €			
	Recettes	0,00 €			
	Déficit	-306 059,34 €		-110 754,24 €	-110 754,24 € par rapport à 2019

Nous terminons l'année 2020 avec un déficit d'investissement de 944 631€, restes à réaliser compris.

L'excédent total de fonctionnement est d'un montant de 1 449 100€. Nous reportons en fonctionnement pour 2021 un montant de 504 549€

Régie des Transports		
Dépenses	23 114,84 €	-11 949,34 € de dépenses
Recettes	40 000,00 €	
Excédent antérieur	9 264,76 €	
Résultat global (Excédent/Déficit)	26 149,92 €	16 916,66 € d'excédent supplémentaire



Les principaux investissements en 2020

La liste des mandats supérieurs à 5000 euros HT.

Objet	Compte	Opération	Fonction	Élément analyti..	Montant HT
REFECTION DES PEINTURES - ÉCOLE COPERNIC	21312		212	COPER	39 000,00 €
ACQ SCIE A PANNEAUX VERTICALE PUTSCH AVEC ACCESSOIRES - SERVICE ME...	2158		020	TECHN	22 305,08 €
ACQ ALARME ET VIDEOSURVEILLANCE - SERVICE TECHNIQUE	2188		020	TECHN	16 421,75 €
REAMENAGEMENT DE LA CUISINE DE LA SOURCE BLEUE - LOT N°5	21318		423	MALBU	15 502,25 €
TRAVAUX DE REFECTION DE VOIRIES - RUE MOREAU	2315		822	VOIRI	14 935,00 €
TRAVAUX CHENAUX ECOLE COPERNIC	21312		212	COPER	14 002,45 €
ACQ 9 AQUABIKE HYDRORIDER - PISCINE MUNICIPALE	2188		413	PISCI	13 639,23 €
LOT 1 - CREATION SANITAIRE PMR ET DOUCHES AU SERVICE TECHNIQUE	21318		020	TECHN	13 256,44 €
DÉSAMIANTAGE CUISINE SOURCE BLEUE	21318		423	MALBU	8 770,23 €
TRAVAUX DE REFECTION DE VOIRIES - RUE SANCHEZ	2315		822	VOIRI	7 580,00 €
5 BORNES ELECTRIQUES POUR BRANCHEMENT PLACE BORDEU	21534		822	BORDEU	7 511,81 €
REAMENAGEMENT DE LA CUISINE DE LA SOURCE BLEUE - LOT N°1	21318		423	MALBU	7 487,60 €
FOURNITURE POSE ET MISE EN SERVICE D'UN DECHLORAMINATEUR - PISCINE	21318		413	PISCI	7 192,50 €
MAITRISE D'OEUVRE POUR LA CREATION D'UNE SALLE DE RECEPTION AU REST...	2313		71	RECEPTION	7 068,99 €
LOT 1 - CREATION SANITAIRE PMR ET DOUCHES AU SERVICE TECHNIQUE	21318		020	TECHN	6 323,97 €
ACQ PONT DE LUMIERE - ESPACE GEORGE PRETRE	2135		422	JERUS	6 316,33 €
ACQ TONDEUSE FERRIS IS400Z - ESPACE VERT	2158		823	VERTS	6 290,00 €
REAMENAGEMENT DE LA CUISINE DE LA SOURCE BLEUE - LOT N°3	21318		423	MALBU	6 149,45 €
CREATION SANITAIRE PMR ET DOUCHES AU SERVICE TECHNIQUE	21318		020	TECHN	5 964,53 €
TVX DE FAIENCE WC - ECOLE GUIRONNET	21312		212	GUIRO	5 475,00 €
AMO POUR LE REAMENAGEMENT DE LA CUISINE DE LA SOURCE BLEUE	21318		423	MALBU	5 410,00 €
LOT 1 - CREATION SANITAIRE PMR ET DOUCHES AU SERVICE TECHNIQUE	21318		020	TECHN	5 386,30 €
CREATION DALLE EXTERIEURE - ÉCOLE DUCLOS-LANOY	21312		211	DUCLOS-LANOY	6 394,20 €
TRAVAUX COUR ECOLE DUCLOS-LANOY	21312		211	DUCLOS-LANOY	5 200,00 €
ACQ 10 TABLES 50 BARRIERES ET 2 TENTES AVEC ACCESSOIRES - FETES ET C...	2188		024	FETES	5 071,00 €
FOURNITURE ET POSE CHASSIS PVC BLANC + 2 VANTAUX OSCILLO BATTANT - E...	21312		212	GAMBE	5 037,50 €
EXTENSION DU RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE - 116 RUE CE...	21534		01	OPNVE	5 980,80 €



Vue d'ensemble de l'encours de la dette

2021									
ETAT DES EMPRUNTS PAR PRÉTEUR - ENCOURS									
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS									
Objet Emprunt	Date obtention	Durée Année	Montant Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021	Durée restante au 01/01/2021	Taux intérêt	Type de Taux	Taux Gissler	
Globalisation 2012	2012	15	940 000,00 €	454 333,23 €	8 ans	3,99%	Fixe	1-A	
Financement école Duclos 2014	2014	30	1 602 815,00 €	1 282 251,98 €	24 ans	2,25%	Révisable (livret A)	1-A	
TOTAL CDC			2 542 815,00 €	1 736 585,21 €					
BANQUE POSTALE									
Objet Emprunt	Date obtention	Durée Emprunt	Montant Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021	Durée restante au 01/01/2021	Taux intérêt	Type de Taux	Taux Gissler	
Globalisation 2014	2014	10	395 000,00 €	158 000,00 €	4 ans	2,16%	Fixe	1-A	
Globalisation 2015	2015	15	500 000,00 €	325 000,07 €	10 ans	2,22%	Fixe	1-A	
TOTAL Banque Postale			895 000,00 €	483 000,07 €					
CAISSE EPARGNE NORD FRANCE EUROPE									
Objet Emprunt	Date obtention	Durée Emprunt	Montant Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021	Durée restante au 01/01/2021	Taux intérêt	Type de Taux	Taux Gissler	
Globalisation 2005 (renégo 2012)	2005	30	800 000,00 €	510 126,85 €	15 ans	4,52%	Fixe	1-A	
Globalisation 2009	2009	20	850 000,00 €	470 557,31 €	9 ans	4,21%	Fixe	1-A	
Globalisation 2011	2011	15	300 000,00 €	120 000,00 €	6 ans	4,79%	Fixe	1-A	
Globalisation 2013	2013	20	1 300 000,00 €	845 000,00 €	13 ans	3,96%	Fixe	1-A	
Globalisation 2015	2015	25	750 000,00 €	600 000,00 €	20 ans	2,36%	Fixe	1-A	
TOTAL Caisse d'épargne			4 000 000,00 €	2 545 684,16 €					

CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL									
Objet Emprunt	Date obtention	Durée Emprunt	Montant Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021	Durée restante au 01/01/2021	Taux intérêt	Type de Taux	Taux Gissler	
Globalisation 2004	2004	20	100 000,00 €	31 629,44 €	5 ans	2,57%	Indexé euribor	1-A	
Refinancement prêts 2007	2007	26	1 044 531,67 €	685 319,93 €	13 ans	4,90%	Fixe	1-B	
Globalisation 2007	2007	30	1 300 000,00 €	978 515,12 €	18 ans	4,72%	Fixe	1-A	
Globalisation 2008	2008	20	500 000,00 €	260 758,12 €	8 ans	5,03%	Fixe	1-A	
Globalisation 2010	2010	15	500 000,00 €	188 795,53 €	5 ans	3,35%	Fixe	1-A	
TOTAL CFFL			3 444 531,67 €	2 145 018,14 €					
CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE									
Objet Emprunt	Date obtention	Durée Emprunt	Montant Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021	Durée restante au 01/01/2021	Taux intérêt	Type de Taux	Taux Gissler	
Globalisation 2006	2006	15	700 000,00 €	58 987,89 €	2 ans	4,21%	Fixe	1-A	
Globalisation 2008	2008	30	800 000,00 €	611 206,68 €	18 ans	4,97%	Fixe	1-A	
Globalisation 2015	2015	20	500 000,00 €	375 000,00 €	15 ans	2,10%	Fixe	1-A	
TOTAL Crédit Agricole			2 000 000,00 €	1 045 194,57 €					
AGENCE FRANCE LOCALE									
Objet Emprunt	Date obtention	Durée Emprunt	Montant Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021	Durée restante au 01/01/2021	Taux intérêt	Type de Taux	Taux Gissler	
Globalisation 2018	2018	15	300 000,00 €	255 000,00 €	13 ans	1,365%	Fixe	1-A	
Globalisation 2019	2019	12	300 000,00 €	268 750,00 €	11 ans	0,550%	Fixe	1-A	
TOTAL Agence France Locale			600 000,00 €	523 750,00 €					
			Montant Total Emprunt	Capital Restant dû au 01/01/2021					
TOTAL GENERAL			13 482 346,67 €	8 479 232,15 €					

Epargne de gestion et épargne brute

Recettes de Gestion	10 859 610€	Recettes réelles	10 913 462€
Dépenses de Gestion	9 203 891€	Dépenses réelles	9 559 634€
Epargne de Gestion	1 655 719€	Epargne brute	1 353 830€



Endettement pluri-annuel à 10 ans

Sur la base de la situation d'endettement actuel, la situation est la suivante sur l'annuité composée des intérêts et du capital.

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2021	955 517,68 €	284 785,26 €	670 732,42 €	0,00 €	0,00 €	8 479 232,15 €
2022	889 933,34 €	272 745,47 €	617 187,87 €	0,00 €	0,00 €	7 808 499,73 €
2023	879 283,17 €	251 292,01 €	627 991,16 €	0,00 €	0,00 €	7 191 311,86 €
2024	868 712,82 €	229 427,96 €	639 284,86 €	0,00 €	0,00 €	6 563 320,70 €
2025	818 908,00 €	207 316,24 €	611 591,76 €	0,00 €	0,00 €	5 924 035,84 €
2026	762 124,69 €	185 077,67 €	577 047,02 €	0,00 €	0,00 €	5 312 444,08 €
2027	732 165,69 €	164 252,33 €	567 913,36 €	0,00 €	0,00 €	4 735 397,06 €
2028	676 456,74 €	143 670,70 €	532 786,04 €	0,00 €	0,00 €	4 167 483,70 €
2029	614 515,82 €	125 513,23 €	489 002,59 €	0,00 €	0,00 €	3 634 697,66 €
2030	536 652,52 €	109 127,35 €	427 525,17 €	0,00 €	0,00 €	3 145 695,07 €

L'encours total de notre dette s'élève au 1er janvier 2021 à 8 479 232€.

Notre capacité de désendettement est passée de 8,2 à 8 ans (capital restant dû/épargne de gestion)

Sans nouvel emprunt, le capital de la dette serait diminué de 3.2 millions d'euros d'ici 2026.



Perspectives d'orientations budgétaires

Sur le fonctionnement - mandat

Les sujets suivants auront un impact sur le budget de fonctionnement **durant le mandat**.

Impacts - :

- la baisse d'impôts (taxe foncière)
- la prime de précarité sur les CDD (décret du 23/10/20)
- la mise en place d'une garderie
- la bourse au mérite
- cette année: l'aide aux TPE et l'aide aux autres publics fragiles (crise sanitaire); l'organisation de double élections

Impacts + :

- économies envisagées sur un plan d'action basé sur:
 - les consommables
 - l'organisation/pilotage
 - la modernisation des outils
- impacts du changement d'image et des opérations permettant le repeuplement⁴
- baisse de la sinistralité
- le label de Cité Éducative

Impacts neutres ou non définis :

- les impacts de la crise sanitaire (réduction sur festivités, augmentation sur certaines fournitures/le personnel)
- le passage d'un modèle d'investissement dans les véhicules à celui du leasing
- la masse salariale, les départs en retraite, la mise en place de la loi de transformation de la fonction publique
- la gratuité des transports
- l'aide au permis de conduire
- la fin des taxes funéraires (PLF 2021)
- la location de l'hôtel de la Source Bleue quand il n'est pas utilisé
- passage du Contrat Enfance Jeunesse au Contrat de Territoire Global avec la CAF

⁴ il ne faut pas perdre de vue le prochain recensement (2024-2025) pour jouer mathématiquement sur l'évolution des dotations et des rentrées fiscales



Perspectives de fonctionnement pour 2021

La prise en compte des éléments des perspectives spécifiques à Waziers pour le mandat, ainsi que les dispositions de la loi de Finances 2021 nous amènent à ces hypothèses pour l'année 2021.

Perspectives des dépenses de fonctionnement

<i>Dépenses de fonctionnement</i>							B.P.	
art.	Libellé	2018	2019	2020	2020	ÉVOLUTION RÉALISÉ 2020 / 2019	2021	ÉVOLUTION BP + DM 2021 / 2020
		RÉALISÉ	RÉALISÉ	BP + DM	RÉALISÉ		PRÉVISIONS	
60	Achats	1 017 144,14 €	1 140 486,05 €	1 333 743,04 €	1 182 437,06 €	3,68%	1 238 000,00 €	-7,18%
61	Services Extérieurs	1 250 281,62 €	1 088 776,48 €	1 137 500,00 €	1 062 558,79 €	-2,41%	1 458 500,00 €	28,22%
62	Autres Services Extérieurs	365 246,63 €	411 986,73 €	335 050,00 €	250 652,52 €	-39,16%	332 650,00 €	-0,72%
63	Impôts et taxes	45 056,05 €	33 612,69 €	35 000,00 €	30 214,59 €	-10,11%	46 000,00 €	31,43%
012(chap)	Frais de personnel	5 541 239,10 €	5 357 108,39 €	5 590 000,00 €	5 510 073,37 €	2,86%	5 728 320,00 €	2,47%
65	Autres charges	1 185 902,82 €	1 180 977,33 €	1 205 000,00 €	1 167 955,26 €	-1,10%	1 197 800,00 €	-0,60%
66	Charges financières	329 797,21 €	316 969,63 €	320 707,26 €	293 661,55 €	-7,35%	298 409,90 €	-6,95%
67	Charges exceptionnelles	32 295,80 €	26 322,24 €	66 164,72 €	62 081,32 €	135,85%	93 700,00 €	41,62%
042	Opération d'ordre entre section	185 662,49 €	153 232,42 €	182 842,56 €	182 842,56 €	19,32%	197 470,42 €	8,00%
022	Dépenses imprévues	- €	- €	20 000,00 €	- €		20 000,00 €	0,00%
023	Virt à la section d'Invest	- €	- €	772 576,24 €	- €		817 719,28 €	5,84%
	TOTAL	9 952 625,86 €	9 709 471,96 €	10 998 583,82 €	9 742 477,02 €	0,34%	11 428 569,60 €	3,91%

Note: le chapitre 61 est lourdement impacté par les nécessaires dépenses à faire sur la piscine (dommages subis le 1er février, estimés pour le moment à 200k€), qu'on retrouve en recette exceptionnelle (chapitre 77), avec une déduction vétusté.



Perspectives des recettes de fonctionnement

<i>Recettes de fonctionnement</i>						B.P.	
art.	Libellé	2019	2020	2020	ÉVOLUTION RÉALISÉ 2020 / 2019	2021	ÉVOLUTION BP + DM 2021 / 2020
		REALISÉ	BP+DM	REALISÉ		PRÉVISIONS	
013	Atténuation de charges	161 876,52 €	165 000,00 €	92 508,00 €	-42,85%	100 000,00 €	-39,39%
70	Produits des services	231 561,84 €	222 100,00 €	146 114,51 €	-36,90%	133 200,00 €	-40,03%
73	Impôts et taxes	5 433 155,45 €	5 441 748,00 €	5 711 648,59 €	5,13%	5 538 650,00 €	1,78%
74	Dotations et participations	4 784 826,78 €	4 772 816,00 €	4 845 597,38 €	1,27%	4 887 000,00 €	2,39%
75	Aut. prod. gestion cour.	62 131,16 €	63 150,00 €	63 740,66 €	2,59%	65 150,00 €	3,17%
76	Produits financiers	- €	20,00 €	16,00 €		20,00 €	0,00%
77	Produits exceptionnels	24 569,50 €	30 554,72 €	53 837,53 €	119,12%	200 000,00 €	554,56%
78	Reprises sur amor. et prov.	- €	- €	- €		- €	
042	Opér. d'ordre entre Section	14 502,69 €	25 000,00 €	- €		- €	-100,00%
002	Exc. Antérieur reporté	211 160,15 €	278 195,10 €	278 195,10 €	31,75%	504 549,60 €	81,37%
	TOTAL	10 923 784,09 €	10 998 583,82 €	11 191 657,77 €	2,45%	11 428 569,60 €	3,91%



Rappel des grands investissements prévus pour le mandat

Le programme plébiscité lors des élections municipales des 15 mars et 28 juin 2020 comporte les investissements significatifs suivants:

- Ecole Notre-Dame
- Aménagement Place Bordeu
- Vidéoprotection
- Voiries (routes, bordures, trottoirs, opportunité de stationnement, aménagement en centre-ville, etc)
- Plan Local d'Urbanisme / Plan de Déplacement Urbain
- Matériel pour les services techniques
- Poumon vert stade Allende / Espace culturel
- Panneaux d'informations / application mobile signalement et information / grand écran
- Aménagement de la confidentialité au CCAS
- Des engagements en terme de développement durable et de rénovation thermique

Nous souhaitons également améliorer l'entrée de ville, côté Gayant Expo, et revoir l'aménagement de l'Hôtel de Ville pour améliorer la qualité de vie au travail des agents et la communication entre les services, en le combinant avec l'opération d'aménagement de la confidentialité nécessaire au CCAS.

Par ailleurs, des frais importants sont à prévoir dans les bâtiments communaux comme à la piscine, dans la cuisine centrale du rivage Gayant, dans les écoles, etc. De plus, un contrat nous impose 115k€ par an d'investissement sur l'éclairage public (Satelec). Sans oublier le remboursement du capital des emprunts qui vient en dépense d'investissements, ainsi que les autres investissements nécessaires pour le bon fonctionnement des services et l'entretien dans les bâtiments communaux, qui représentent toujours plusieurs centaines de milliers d'euros par an.



Stratégie face à l'emprunt

La ville de Waziers comptait 11 000 habitants il y a 40 ans et a pu de ce fait financer des équipements qui nous sont enviés aujourd'hui et que nous nous sommes engagés à préserver et développer, l'ADN de Waziers:

- une piscine
- un centre de vacances à Malbuisson
- 3 terrains de foot
- l'espace culturel
- la bibliothèque

Aujourd'hui, notre ville compte moins de 7 500 habitants⁵ et doit faire supporter ces équipements -et les personnels formés et qualifiés- à moins de monde.

Notre diagnostic depuis quelques années, confirmé par la campagne des élections municipales, c'est aussi que Waziers souffre d'une image à l'extérieur de la ville qu'il convient de changer, et dissuade par sa taxe foncière de 39.75%, la 2ème plus importante du douaisis.

Nous pourrions:

- option A - limiter au maximum les investissements en 2021 et ne pas recourir à l'emprunt, tout en travaillant au maximum la recherche d'optimisations dans le fonctionnement, afin de dégager une meilleure capacité d'autofinancement pour les années futures;
- option B - arrêter des services et/ou fermer/vendre un équipement;
- **option C - recourir dès le début du mandat à l'emprunt pour lancer des opérations visibles avec retour sur investissement pendant le mandat sur l'image, la tranquillité, et donc la démographie**

C'est sur cette dernière option, l'**option C**, que nous nous portons, avec un prévisionnel d'emprunt en 3 blocs sur le mandat:

- en 2021, en relation avec notre programme et cette volonté de changer l'image et de préparer le Waziers de demain: "WAZIERS DE DEMAIN phase A", remboursable sur **10 ans** pour un montant de **585 000 euros**. Une phase B sera probablement nécessaire en cours de mandat, en fonction des résultats des études et de nos capacités;
- en 2022, nous aurons de nouveau un emprunt, spécifiquement destiné à un programme de rénovation des voiries, que nous appellerons "VOIRIES 2022-2025", nous permettant de débloquer 300 000 euros par an pendant 4 ans sur des travaux de voiries entre 2022 et 2025, remboursable sur **20 ans** pour un montant total de **1 200 000 euros**;
- en 2024, nous prévoyons enfin un emprunt supérieur à **3 000 000 d'euros** environ, probablement sur 2 exercices, remboursable sur **30 ans** pour les écoles que nous appellerons "NOTRE-DAME"

⁵ déclin régulier, accéléré par la destruction de logements miniers il y a une vingtaine d'années



Cela va inévitablement augmenter notre dette par habitant à la fin du mandat, passant de 1128 euros aujourd'hui à probablement autour de 1400 euros en fin de mandat, restant cependant en deçà des 1513 euros de 2015 à Waziers, et très loin par exemple de celle d'Auby à 2200 euros.

Cet emprunt nous permet d'anticiper également que notre épargne brute va probablement être réduite pendant quelques années du fait d'éléments de programme que nous allons mettre en place que nous considérons comme des investissements dans le sens qu'ils impactent l'avenir mais qui se comptabilisent en dépenses de fonctionnement (garderie) ou en réduction de recettes d'investissement (baisse d'impôts). Nous saisissons également l'opportunité de taux d'intérêt très faibles en ce moment, avec un coût potentiellement négatif au regard d'une reprise éventuelle de l'inflation. Le fait de lancer des études en début de mandat nous permettra aussi d'être prêts pour des demandes de subventions liées au plan de relance dans les 2 ans qui viennent.

Les recettes d'investissement pour 2021

Les recettes d'investissement se composent de:

- l'affectation du résultat 2020 à hauteur de 944 000 euros (article 1068)
- le FCTVA estimé à 91 000 euros (article 10222)
- les dotations aux amortissements - 197 470 euros (chapitre 042)
- la vente à 312 000 euros du terrain à ALDI (chapitre 024)
- une aide de l'agglomération (avance sur l'achat + travaux) sur le local de la Place Bordeu à hauteur de 165 000 euros (50% de 230k€ d'achat + 100k€ de travaux)⁶
- le prélèvement de 753 000 euros (chapitre 023 vers le 021)
- nous devrions obtenir des subventions :
 - FIPD (vidéo protection) - environ 50 000 euros
 - la DETR (rénovation thermique) - environ 110 000 euros

Hors emprunt, cela correspond à des recettes d'investissement de 2.6 millions d'euros.

⁶ A noter que nous n'avons pas matérialisé de loyers dans nos prévisions de recettes pour le moment, par prudence



Les dépenses d'investissement spécifiques "Waziers de demain - phase A"

Voici les **dépenses d'investissement spécifiques et ponctuelles** que nous souhaitons rattacher à l'emprunt souscrit cette année, sur 10 ans. A noter que nous prévoyons en outre au moins 25 000 euros par an d'aménagements écologiques.

LIBELLE	SERVICE	MONTANT	SUBV	COUT
Local Place Bordeu	Div.	330 000 €	-165 000 €	165 000 €
Vidéoprotection	Div.	190 000 €	-52 000 €	138 000 €
Travaux aménagement hôtel de ville	MAIRI	100 000 €		100 000 €
Panneaux d'infos, appli, signalétique	Div.	80 000 €		80 000 €
Frais d'étude	PLU	50 000 €		50 000 €
Balayeuse	Div.	48 000 €		48 000 €
Abris vélos	Div.	5 000 €		5 000 €
		TOTAL	-217 000 €	586 000 €

Par ailleurs, la vente du terrain à ALDI nous permet de financer cette année quelques opérations de rattrapage ou d'opportunité: des rénovations dans les écoles, du matériel informatique et des logiciels pour moderniser les services de la mairie, du matériel informatique pour les écoles, les rénovations thermiques à l'ancienne école Duclos et Lannoy.



Les dépenses d'investissement pour 2021

Les dépenses prévisionnelles d'investissement pour 2021.

SERVICE	LIBELLE	IMPUTATION	Nouveau	RAR⁷	Total général
ACCESS	Plateforme PMR salle Thorez	2135	11 976,00 €		11 976,00 €
	Travaux d'accessibilité	2135	30 395,00 €		30 395,00 €
Total pour ACCESS			42 371,00 €		42 371,00 €
ADMIN	Acq logiciel Urba	2051		11 589,60 €	11 589,60 €
	Acq matériel	2184		3 178,78 €	3 178,78 €
	Acq matériel Assemblée	2183	7 000,00 €		7 000,00 €
	Acq matériel informatique	2183	14 899,95 €	21 440,40 €	36 340,35 €
	Acq matériel service RH	2183	195,00 €	1 231,10 €	1 426,10 €
		2184	500,00 €		500,00 €
		2188	70,00 €		70,00 €
	Acq matériel SG	2183	1 200,00 €		1 200,00 €
	Acq matériel Urba	2183	450,00 €		450,00 €
Total pour ADMIN			24 314,95 €	37 439,88 €	61 754,83 €
ALSH	Acq matériel ALSH	2188	7 057,80 €		7 057,80 €
Total pour ALSH			7 057,80 €		7 057,80 €
CHSCT	Acq matériel	2183		1 426,80 €	1 426,80 €
	Acq matériel CHSCT	2188	10 546,80 €		10 546,80 €
		21318	5 000,00 €		5 000,00 €
Total pour CHSCT			15 546,80 €	1 426,80 €	16 973,60 €
CIMET	Columbarium 20 cases Faidherbe et HT	21316	10 600,00 €		10 600,00 €
Total pour CIMET			10 600,00 €		10 600,00 €
COMM	Acq matériel communication	2183	5 200,00 €		5 200,00 €
Total pour COMM			5 200,00 €		5 200,00 €
CSHM	Modernisation et conformité ascenseur	21318	7 947,76 €		7 947,76 €

⁷ RAR: Reste à Réaliser



Total pour CSHM			7 947,76 €		7 947,76 €
Div.	Abris vélos	2152	5 000,00 €		5 000,00 €
	Acq matériel	2188		1 028,90 €	1 028,90 €
	Acq matériel Électricité	2188	864,00 €		864,00 €
	Acq matériel Fêtes et Cérémonie	2188	80,00 €		80,00 €
	Balayeuse	21571	48 000,00 €		48 000,00 €
	Ecran salle Thorez	2183	19 719,00 €		19 719,00 €
	Frais étude Ecole Notre Dame	2313		40 740,00 €	40 740,00 €
	Panneaux d'infos, appli, signalétique	2183	80 000,00 €		80 000,00 €
	Local Place Bordeu	2115	330 000,00 €		330 000,00 €
	Travaux ancienne école Duclos	21312	188 596,00 €		188 596,00 €
	Autres travaux Ancienne Ecole Duclos	21312	6 259,80 €		6 259,80 €
	Travaux restos du coeur	21318	710,16 €		710,16 €
	Vidéoprotection	2188	190 000,00 €		190 000,00 €
Total pour Div.			869 228,96 €	41 768,90 €	910 997,86 €
ECOL	Acq matériel	2188		674,80 €	674,80 €
	Eclairage Led Gambetta	21312	5 000,00 €		5 000,00 €
	Matériel informatiques Ecoles	2183	20 000,00 €		20 000,00 €
	Travaux Chopin	21312	5 328,60 €		5 328,60 €
	Travaux Copernic	2188	7 500,00 €		7 500,00 €
		21312	17 622,90 €	10 174,80 €	27 797,70 €
	Travaux Gambetta	2313	11 980,00 €		11 980,00 €
		21312	4 080,19 €		4 080,19 €
	Travaux Guironnet	21312		3 744,00 €	3 744,00 €
	Travaux Joliot Curie	21312	9 391,32 €		9 391,32 €
	Travaux Lannoy	21312	144 097,25 €	3 840,00 €	147 937,25 €
Total pour ECOL			225 000,26 €	18 433,60 €	243 433,86 €
EGLISE	Acq matériel Eglise	2184	4 000,00 €		4 000,00 €
	Travaux Eglise	21318	17 188,24 €		17 188,24 €
	Total pour Travaux Eglise		17 188,24 €		17 188,24 €



Total pour EGLISE			21 188,24 €		21 188,24 €
ENTR	Éclairage public	21534	112 449,30 €		112 449,30 €
	Matériel sécurité voiries	21318	10 000,00 €		10 000,00 €
	Travaux rue Ferry	2152		83 370,00 €	83 370,00 €
		2315		14 250,00 €	14 250,00 €
Total pour ENTR			122 449,30 €	97 620,00 €	220 069,30 €
LANGEV	Travaux salle Langevin	21318	1 269,60 €		1 269,60 €
Total pour LANGEV			1 269,60 €		1 269,60 €
MAIRI	Éclairage salle des fêtes	21311	2 871,00 €		2 871,00 €
	Travaux aménagement hôtel de ville	21311	100 000,00 €		100 000,00 €
Total pour MAIRI			102 871,00 €		102 871,00 €
Malbu	Acq matériel Malbuisson	2188	2 574,00 €		2 574,00 €
	Travaux cuisine Malbuisson	21318		79 707,49 €	79 707,49 €
Total pour Malbu			2 574,00 €	79 707,49 €	82 281,49 €
MUSIQ	Acq matériel musique	2184	240,00 €		240,00 €
		2188	3 871,00 €	298,00 €	4 169,00 €
Total pour MUSIQ			4 111,00 €	298,00 €	4 409,00 €
PISCINE	Acq matériel	2188		3 189,60 €	3 189,60 €
	Projet plage	2188	1 441,15 €		1 441,15 €
	Travaux piscine	21318		20 139,00 €	20 139,00 €
Total pour PISCINE			1 441,15 €	23 328,60 €	24 769,75 €
PLU	Frais d'étude	202	50 000,00 €		50 000,00 €
Total pour PLU			50 000,00 €		50 000,00 €
RESTO	Acq matériel Resto scolaire	2188	9 932,10 €		9 932,10 €
Total pour RESTO			9 932,10 €		9 932,10 €
SPORT	Acq matériel Etaps	2183	900,00 €		900,00 €
		2188	5 000,00 €		5 000,00 €
	Acq matériel piscine	2188	561,29 €		561,29 €
		21318	2 541,36 €		2 541,36 €
	Défibrillateurs	2188	25 000,00 €		25 000,00 €



	TPE + caisse enreg Piscine	2183	3 900,00 €		3 900,00 €
		2188	2 988,00 €		2 988,00 €
Total pour SPORT			40 890,65 €		40 890,65 €
Tech.	Acq matériel serv techniques	2158	3 085,10 €		3 085,10 €
		2182	262,03 €		262,03 €
		2188	3 848,00 €		3 848,00 €
	Travaux ateliers	21318		6 036,07 €	6 036,07 €
Total pour Tech.			7 195,13 €	6 036,07 €	13 231,20 €
VERTS	Acq matériel espaces verts	2158	14 500,00 €		14 500,00 €
	Divers travaux aménagement écologique	2121	25 000,00 €		25 000,00 €
Total pour VERTS			39 500,00 €		39 500,00 €
Total général			1 610 689,70 €	306 059,34 €	1 916 749,04 €

A ces dépenses d'investissement, s'ajoute le remboursement d'environ 670 000 euros de capital de la dette en 2021.



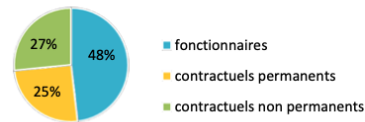
Annexe 1 - Extrait du bilan social 2019

La loi demande aux communes de plus de 20 000 habitants de donner des éléments sur les effectifs dans son rapport d'orientation budgétaire. Ces éléments sur la ville de Waziers sont donc fournis à titre d'info cette année.

Effectifs

➔ 222 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2019

- > 107 fonctionnaires
- > 56 contractuels permanents
- > 59 contractuels non permanents



➔ 3 contractuels permanents en CDI

➔ Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

➔ Précisions emplois non permanents

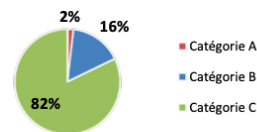
- ➔ 4 contractuels non permanents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé
- ➔ 93 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ➔ Personnel temporaire intervenu en 2019 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

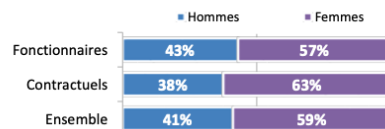
➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	22%	11%	18%
Technique	63%	45%	56%
Culturelle	7%	20%	11%
Sportive	6%	4%	5%
Médico-sociale	3%		2%
Police			
Incendie			
Animation		21%	7%
Total	100%	100%	100%

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut

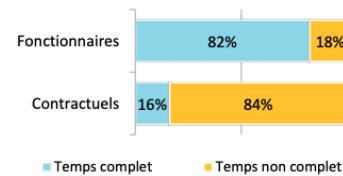


➔ Les principaux cadres d'emplois

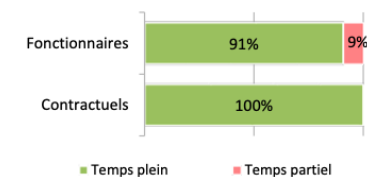
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	48%
Adjoints administratifs	15%
Assistants d'enseignement artistique	9%
Agents de maîtrise	8%
Adjoints d'animation	7%

Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Culturelle	43%	100%
Médico-sociale	33%	
Technique	22%	88%

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

- 0% des hommes à temps partiel
- 16% des femmes à temps partiel

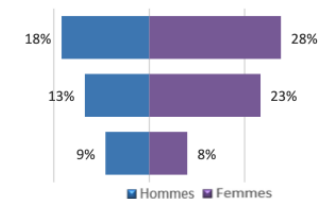
Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 45 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	49,46
Contractuels permanents	36,70
Ensemble des permanents	45,08

Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	37,42

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge



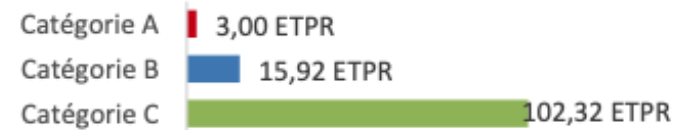
— Équivalent temps plein rémunéré

➔ 156,73 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2019

- > 97,21 fonctionnaires
- > 24,03 contractuels permanents
- > 35,49 contractuels non permanents

285 249 heures travaillées rémunérées en 2019

Répartition des ETPR permanents par catégorie



— Budget et rémunérations

➔ Les charges de personnel représentent 56,06 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	9 556 240 €	Charges de personnel*	5 357 109 €	➔	Soit 56,06 % des dépenses de fonctionnement
<i>* Montant global</i>					

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	3 162 364 €	Rémunérations des agents sur emploi non permanent :	935 974 €
Primes et indemnités versées :	524 047 €		
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	21 495 €		
Nouvelle Bonification Indiciaire :	21 279 €		
Supplément familial de traitement :	17 544 €		
Indemnité de résidence :	22 092 €		



Absences (nouveau 2019 - agents présents au 31/12/2019)

➔ En moyenne, 43,4 jours d'absence pour tout motif médical en 2019 par fonctionnaire

> En moyenne, 3,2 jours d'absence pour tout motif médical en 2019 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	6,04%	0,88%	4,27%	0,76%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	11,88%	0,88%	8,10%	0,76%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	12,92%	0,93%	8,80%	1,31%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

- ➔ Les agents ont bénéficié de 27 jours de congés au titre des droits acquis (cycles de travail antérieurs au 1er janvier 2002).
- ➔ 6 journées de congés supplémentaires accordées au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)
- ➔ Aucun jour de carence prélevé pour les agents permanents
- ➔ La collectivité adhère à un contrat d'assurance groupe pour la gestion du risque maladie

Accidents du travail

➔ 18 accidents du travail déclarés au total en 2019

- > 8,1 accidents du travail pour 100 agents
- > En moyenne, 21 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

9 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- ⇒ Aucun travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent
- ⇒ 67 % sont fonctionnaires*
- ⇒ 100 % sont en catégorie C*
- ⇒ 221 € de dépenses en matière de handicap

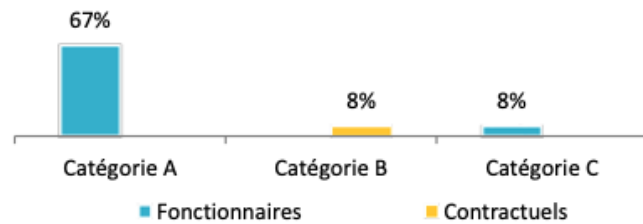
** sur les emplois permanents*



Formation (nouveau 2019 - agents présents au 31/12/2019)

➔ En 2019, 6,1% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2019



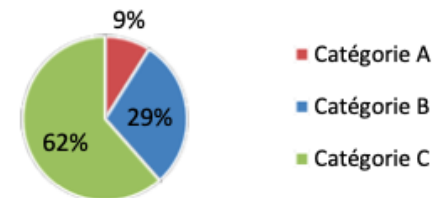
➔ 45 514 € ont été consacrés à la formation en 2019

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	58 %
Autres organismes	35 %
Frais de déplacement	7 %

➔ 78 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2019

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 0,5 jour par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	79%
Autres organismes	21%



Waziers
la ville au grand cœur